

# DANS QUELLE MESURE CIVICUS REND-T-ELLE COMPTE DE SES PRATIQUES EN MATIÈRE DE MISE À DISPOSITION DE RESSOURCES?

## PARTIE 2: RENDRE COMPTE



L'organisation Vijana Corps, en Ouganda, a utilisé les ressources du Fonds de solidarité pour renforcer les capacités des jeunes en matière de médias numériques et a produit un court métrage intitulé [The Activist](#).

Cette partie examine la manière dont nous expliquons à nos parties prenantes (membres et partenaires) pourquoi nous finançons, ce que nous finançons, qui nous finançons, et comment nous le faisons. Dans l'ensemble, l'utilisation de nouvelles approches et de nouveaux formats pour y parvenir représente un progrès important, mais nous devons encore être encore plus cohérents et redoubler d'efforts pour rendre ces informations encore plus accessibles.

Parmi les points **positifs**:

- Les différents formats que nous utilisons comprennent des vidéos sur la façon dont les anciens membres du [Fond de solidarité](#) ont [mis à profit ces ressources](#) et sur [la manière de les solliciter](#), ainsi que des [récits illustrés des résultats obtenus](#) par les militants du [Laboratoire d'Action Jeunesse](#).
- Dans certains cas, le fait d'établir des partenariats avec des militants à la base nous a également permis de rendre les informations plus accessibles et d'aller au-delà des « suspects habituels » et d'obtenir un groupe de candidats plus diversifié.
- Nous organisons des webinaires pour aider les candidats potentiels à comprendre le processus

et créons des espaces dans lesquels les candidats non retenus peuvent apprendre à améliorer leurs propositions.

- [Notre Fond de réponse en cas de crise](#) offre aux candidats non retenus un entretien de suivi pour discuter des autres possibilités d'accès à l'aide, comme les [programmes de soutien](#) de nos alliés.
- Notre Fond de solidarité et nos programmes du Laboratoire d'Action Jeunesse sont conçus pour offrir une certaine flexibilité, en offrant aux participants l'espace nécessaire pour tester, échouer, apprendre et grandir ensemble en groupes. Bon nombre de ces parties prenantes sont souvent plus habituées à se concentrer avant tout sur les objectifs à atteindre, les délais, et à mettre en évidence l'impact obtenu, de sorte que cette approche différente est continuellement encouragée dans nos communications.
- En interne, tous les programmes de ressources ont utilisé par exemple des mises à jour écrites, infographiques et vidéo ainsi que des ateliers d'apprentissage pour informer et inspirer les collègues de CIVICUS sur une approche plus axée sur les parties prenantes.



Mais il y a certainement des **domaines à améliorer** :

- Sans le vouloir, nous donnons (intrinsèquement) la préférence aux organisations plus formelles qui sont plus à même de « parler notre langage » et de répondre à nos exigences administratives.
- Ceci est lié à une liste de contrôle des risques que nous utilisons pour vérifier la plupart des parties prenantes auxquelles nous fournissons des ressources financières. Le contenu de cette liste de contrôle nous permet de nous conformer aux exigences de nos différents donateurs et aux exigences légales. Cependant, étant donné que nous utilisons la même liste de contrôle pour tous nos programmes de ressources (à l'exception du Fond de solidarité, car cet argent provient directement de nos membres), cela signifie que nous finissons par appliquer les règles créées par les donateurs « les plus stricts » à l'argent que nous redistribuons à partir de ceux qui ont des exigences moins strictes.
- Nous rencontrons encore beaucoup de candidats dont les attentes ne correspondent pas à ce que nous pouvons fournir. Cela laisse à penser que nous devrions appliquer davantage l'ensemble des pratiques de « rendre compte » et avec plus de cohérence, dans tous les programmes de ressources CIVICUS.
- Nous pouvons également améliorer la façon dont nous communiquons et aidons nos partenaires à répondre à nos exigences administratives. Par exemple, le vocabulaire utilisé dans nos accords pourrait être davantage simplifié et disponible dans des langues et formats plus accessibles. Et nous pourrions nous engager, comme l'a fait l'équipe du Laboratoire d'Action Jeunesse, à passer personnellement en revue l'accord de subvention reversée avec chaque participant, y compris de manière collective, pour les groupes plus importants de bénéficiaires de subventions reversées.
- Mais si nous voulons vraiment transférer plus de pouvoir à nos parties prenantes par le biais de nos ressources, le plus important est que nous apprenions à mieux écouter (nous y reviendrons dans la prochaine partie), et, qu'à notre tour, nous nous appuyions sur les perspectives des membres pour mener les négociations avec nos donateurs, afin d'adapter nos règles aux réalités de nos parties prenantes.